



**Fabriquer et acheter local
pour sauver des emplois et
l'économie chez nous et
dans les pays du Sud**

Une analyse de Dominique LIEBENS, Eric
NEMES, Christine PAGNOULLE

Septembre 2020

Résumé

Le système monétaire international qui favorise les importations et les accords de libre-échange, ont conduit à une désindustrialisation de l'Europe et une délocalisation de la production. Par ailleurs, les consommateurs toujours à la recherche du prix le plus bas, importent massivement ce qui pousse les entrepreneurs à exporter. Ce qui entraîne une perte de savoir-faire et donc d'auto-détermination économique et politique et de lien social.

Il apparaît donc nécessaire de réindustrialiser notre pays notamment grâce à des investissements publics. Mais il est crucial que les citoyens, dont les dépenses annuelles sont beaucoup plus conséquentes que le montant des plans de relance, participent activement à cette relance. En effet, acheter wallon c'est : cesser de favoriser une poignée de multinationales, cesser de piller le Sud, sauver des entreprises locales de la faillite, cesser de rejeter du CO2 pour le transport des marchandises.

Il est donc nécessaire que les consommateurs aient accès à une banque de données permettant de trouver les fabricants locaux des produits dont ils ont besoin. Des données existent mais restent compliquées à consulter.

Nous demandons au Parlement wallon la création de la liste des entreprises, et leurs données de contact, fabricant en Belgique tant des produits prêts à la vente que des demi-produits destinés à la production de biens de consommation. Ainsi, les citoyens consommateurs seront pourront être informés et agir par leurs achats au refinancement d'emplois locaux de notre savoir-faire industriel.

1. Désindustrialisation de l'Europe

Un système monétaire international qui favorise l'importation vers les anciennes métropoles nous a conduits à délocaliser la production manufacturière, donc à **désindustrialiser** notre pays, avec la perte de savoir-faire et donc d'auto-détermination économique et politique que cela entraîne, créant surtout des emplois volatiles dans la logistique et la distribution, alors que ces services sont périphériques à la véritable création de richesse par la transformation de matières premières.

2. Accords internationaux favorisant le dumping social et environnemental

Les récents traités dits de "libre-échange" contribuent à cette tendance : en favorisant le commerce international, ils sont une source d'enrichissement de quelques multinationales au détriment de la majorité de la population mondiale. Dans le cas des accords avec la Chine, l'importation sans aucune entrave ni taxe de produits qui y sont fabriqués revient à financer le système pénitentiaire chinois.

Les produits les plus importés de pays en voie d'industrialisation sont les machines et appareils et les matières textiles ; la balance commerciale wallonne est d'ailleurs déficitaire dans ces branches (et encore bien davantage en valeur réelle). Les biens les plus importés de pays moins développés sont des matières premières et des produits agricoles extraits et produits dans des conditions humaines et environnementales désastreuses.

3. Dislocation de notre structure sociale et économique

Les acteurs économiques belges et européens, producteurs comme consommateurs, sont en quête d'échanges structurants pour la société dans laquelle ils évoluent. Or on constate paradoxalement une défiance réciproque et extrêmement dommageable.

D'une part, des acheteurs particuliers à la fois obnubilés par la recherche de prix bas (quel qu'en soit le prix social pour eux-mêmes) préfèrent importer massivement malgré leur souhait de plus de lien social.

D'autre part, des entrepreneurs et commerçants belges, malgré leur souhait de plus de lien social, peinent à percevoir que la demande intérieure est bien présente, de

moins en moins en quête d'un *low cost* suicidaire et continuent à exporter massivement.

4. Nécessité de réindustrialiser notre pays : l'affaire de tous mais aussi de chacun

Il est aujourd'hui impératif de mettre un terme à une économie de pillage qui nuit à tous les pays de la terre sans exception, et nous fait perdre, depuis près de 50 ans, notre savoir-faire, nos emplois qualifiés et notre souveraineté politique.

Il faut **réindustrialiser** la Belgique, refinancer notre industrie.

Des plans de relance...

Certes, le politique doit à nouveau assumer la capacité industrielle et financière publique dans des secteurs stratégiques vitaux au niveau européen lorsque le privé peine ou se refuse à assurer notre indépendance.

Certes, les plans publics de relance, qu'ils soient européens ou wallons doivent intégrer des conditions strictes liées à l'usage de fonds publics pour la relance industrielle.

Certes, une taxation équitable du mazout de transport, du kérosène et du fuel pour bateaux à la hauteur des dégâts qu'ils entraînent est essentielle pour une reprise en mains d'une économie actuellement délocalisée et donc polluante aussi par ses transports.

... tronqués sans le pouvoir d'achat des citoyens

Mais les États européens s'épuiseront en plans de relance si chaque citoyen n'a pas la possibilité d'orienter en connaissance de cause le pouvoir financier dont il dispose encore, et dont la somme fait un puissant levier. En effet, les 1.000 milliards d'euros que l'Union européenne veut emprunter pour relancer les secteurs jugés les plus vitaux – ou qui réussiront à le faire penser grâce à leurs lobbyistes – ne représentent que les deux tiers des dépenses annuelles des seuls ménages français !

Acheter wallon, belge, européen signifie :

- cesser de financer une poignée d'entreprises et même d'États, que ce soit du Nord ou du Sud, qui accaparent la quasi-totalité des ressources planétaires, par la destruction de la terre et des hommes, et dont nous-mêmes, via nos banques et/ou fonds de pension, sommes parfois actionnaires ;
- stopper la machine de pillage des pays du Sud et permettre ainsi à leurs habitants de se réappropriier leurs terres, par une réforme agraire trop longtemps attendue, et ensuite développer leur industrie, dans le respect des personnes et de l'environnement ;
- sauver de la faillite nos entreprises locales, donc sauver nos emplois : la désindustrialisation de l'Europe lui a déjà fait perdre des millions d'emplois et de précieux savoir-faire ;
- s'inscrire dans le respect des normes européennes en matière d'éthique et de protection sociale et environnementale ;
- cesser de rejeter dans l'atmosphère davantage encore de CO₂ par le transport long courrier et la fabrication elle-même.

Par ailleurs, la crise sanitaire actuelle démontre à quel point il est important de ne plus dépendre de fournisseurs extérieurs pour des produits essentiels, dont les masques de protection ne sont qu'un exemple... À titre d'illustration, notre perte de souveraineté pharmaceutique est dénoncée par l'Académie Nationale Pharmaceutique française.

5. Droit des citoyens de connaître les bénéficiaires de leur pouvoir d'achat

Soigner notre boulimie de ressources naturelles limitées passe par le redéploiement d'une industrie locale aussi circulaire que possible.

Par conséquent, il est nécessaire que les consommateurs aient accès à une banque de données conviviale qui leur permette de trouver les fabricants locaux des produits dont ils ont besoin, qu'il s'agisse de textiles, de composants pour appareils électriques, de panneaux pour mobilier, etc. Ceci permet la démarche de se tourner vers des manufacturiers locaux, couturiers, ébénistes, cordonniers..., utilisant ces demi-produits. Ce travail local est de qualité, contrôlable, solide,

réparable et *in fine* moins cher car moins emballé, moins transporté, sans frais d'intermédiaires et de commercialisation.

Les données existent (Banque fédérale Carrefour des Entreprises ou sites des Régions et Provinces), mais ces ressources sont peu connues et sont malaisées dans leur consultation.

6. Notre requête

Dans la mesure où les citoyens belges ont démontré qu'ils sont non seulement témoins et victimes des difficultés évoquées plus haut, mais aussi acteurs au pouvoir d'achat puissant en quête d'information et de soutien de la part de leurs mandataires et dirigeants pour poser des choix éclairés ;

Comme les listes d'entreprises existant actuellement sont difficilement utilisables par tout citoyen désireux de choisir ses fournisseurs-manufacturiers ;

Comme les pouvoirs publics tant wallons qu'europeens manifestent par des plans de relance leur volonté sincère de relancer notre industrie ;

Nous demandons au **Parlement wallon** que soient prise une disposition réglementaire tendant à la **création rapide et à la mise à disposition gratuite de la population belge, notamment via une plate-forme internet unique, de la liste des entreprises fabricant en Belgique tant des produits prêts à la vente que des demi-produits destinés à la production de biens de consommation** ; cette liste devrait être consultable :

- par **mots-clés** liés à la nature du produit final mis en vente, tels que "appareils électro-ménagers" (fabrication de pièces pour), "habillement" (fabrication de tissus d'), "mobilier" (fabrication de panneaux pour), "téléphones" (fabrication de composants pour) ;
- par nombre d'**emplois locaux**,
- par **localisation du siège d'exploitation**.

La liste reprendra les **données de contact de l'entreprise** afin de permettre aux acheteurs potentiels de s'informer de manière autonome et indépendante.

Ainsi, les citoyens consommateurs seront correctement informés de leur intérêt à acheter tel ou tel produit fini, dans l'optique du refinancement par leurs achats d'emplois locaux et de notre savoir-faire industriel.

Ce serait là un premier pas, immédiatement réalisable, sur une des voies possibles vers une société où la finance est au service de l'économie réelle.

*Fabriquer et acheter local pour sauver des emplois et l'économie
chez nous et dans les pays du Sud*

Rédaction : Dominique Liebens, Eric Nemes, Christine Pagnouille

Relecture : Christine Pagnouille

Comité éditorial : Christine Pagnouille, Eric Nemes, Marianne
Rathmes, Corinne Michel, Sébastien Gouvars

Septembre 2020

ATTAC Liège

Rue du Beau-Mur 48

4030 Grivegnée

info@liege.attac.be

www.attacliege.be

